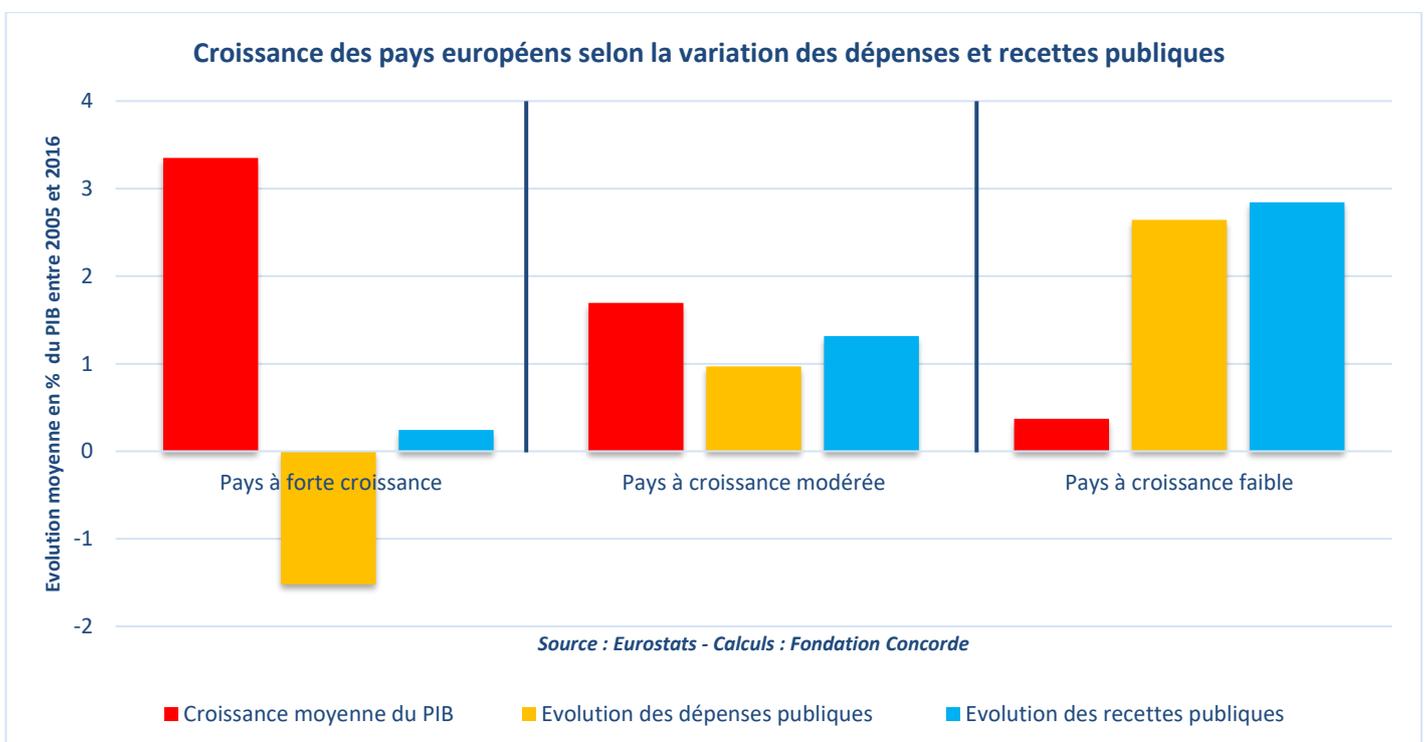


# Pas de croissance sans réduction de la dépense publique !

Stratégie et méthode de la Fondation Concorde

Notre pays est enfermé dans une **dérive de sa dépense publique** : **57,5% de la richesse créée en France est dépensée par l'Etat**, record de l'OCDE qui a creusé la **dette de notre pays** au cours de ces dernières années, laquelle atteint aujourd'hui un niveau record de **97% du PIB**, soit presque une année entière de création de richesse. Financer cette dépense nécessite une **pression fiscale importante, 6 points de PIB de plus que la moyenne européenne pour les entreprises**, qui fait fuir les entrepreneurs créateurs de richesse.

Nos voisins européens ont pour la plupart adopté une stratégie de consolidation budgétaire, en mettant en avant un effort collectif à court terme qui sera bénéfique pour tous à long terme, **une stratégie de réduction des dépenses publiques qui a permis de baisser les prélèvements sur les entreprises et ainsi de revigorer des économies en berne, de relancer la croissance et de diminuer le taux de chômage.**



**Pays à forte croissance** : Islande, Luxembourg, Bulgarie, Lituanie, Roumanie, Malte, Pologne, Slovaquie, Irlande.

**Pays à croissance modérée** : Pays-Bas, Hongrie, Belgique, Autriche, Norvège, Royaume-Uni, Allemagne, Slovénie, Suède, Estonie, République tchèque, Lettonie.

**Pays à croissance faible** : Grèce, Italie, Portugal, Croatie, Finlande, Chypre, Danemark, Espagne, France.

La Fondation Concorde articule son programme de réformes nécessaires pour relancer l'économie productive en France, en trois volets :

## 1) Faire de la simplification administrative le ressort des économies de fonctionnement, en réorganisant les services de l'Etat.

- Réexaminer l'intérêt de toutes les missions accordées.
- Abaisser les objectifs des administrations au niveau nécessaire.  
*Exemple : l'objectif du versement des APL se limitera uniquement aux personnes en ayant réellement besoin.*
- Simplifier la réglementation des procédures.
- Réorganiser les services et les modes de travail.

## II) Réduire les dépenses publiques affectant le moins la croissance (Réduction de 90 milliards €) :

- Réduire les effectifs de la fonction publique

- *Stopper pendant 3 ans les recrutements dans la fonction publique (sauf pour les fonctions régaliennes), économie de 4 milliards €. Dans le même temps, engager un grand mouvement de promotion interne.*
- *Reculer l'âge de départ à la retraite d'un trimestre par an, économie de 12 milliards € sur le quinquennat ;*
- *Opter pour un temps de travail de 37h par semaine.*

- Réduire les subventions aux collectivités locales sans toucher aux investissements - une économie de 10 milliards € sur le quinquennat

- Couper progressivement les subventions et rétrocession d'impôts de l'Etat à la sécurité sociale – une économie de 50 milliards € sur le quinquennat.

- *Réduire les transferts sociaux, et les plafonner à 70% du SMIC pour inciter à l'activité.*
- *Economiser sur les dépenses de guichet*
- *Couper les transferts de l'Etat à la Sécurité Sociale*  
*L'Etat compense chaque année les manques à gagner de la Sécurité Sociale, notamment les allègements de charges sociales. Ces transferts représentaient 88 milliards €, soit 119% du déficit public. Couper ces transferts automatiques permet d'instaurer une réelle régulation de la dépense sociale.*

## III) Relancer la compétitivité des entreprises de France par des mesures visant à doper l'investissement de l'ensemble de l'économie (Coût de 30 milliards d'euros)

- Supprimer l'ISF, impôt contreproductif qui nuit à l'emploi, et décline notre pays.
- Exonérer de taxes et d'impôts à la production les entreprises du secteur exposé à la concurrence internationale, véritables taxes sur le « Made in France ».
- Instaurer une Flat Tax à 25% sur les bénéfices des entreprises
- Instaurer la déductibilité fiscale des intérêts d'emprunts qui taxe l'investissement productif.

**La condition incontournable pour un retour à la compétitivité, à la croissance et au plein emploi est la réduction de la dépense publique et des prélèvements obligatoires.**

*Tableau de marche du redressement économique avec retour à la croissance et de désendettement.*

	2018	2019	2020	2021	2022
Mesures d'amélioration de la compétitivité	30	30	30	30	30
Cumul économies par an (en mds €)	-28,2	-46,7	-65,8	-78,4	-90,9
dont réduction des transferts à la Sécurité sociale	-18	-10	-10,6	-4	-4
dont réduction des transferts aux collectivités locales	-2	-2	-2	-2	-2
Vente des actifs de l'Etat (en mds €)	7,5				
Solde des mesures (en mds €)	-5,7	-16,7	-35,8	-48,4	-60,9
Hypothèse de croissance	1,50%	2%	2%	2%	2%
Recettes supplémentaires liées à la croissance	13,60	18,20	18,60	18,96	19,36
Solde affecté à la réduction du déficit public	-19,30	-34,90	-54,40	-67,36	-80,26
Solde des comptes publics (base de -72 mds€ en 2017)	-52,70	-37,10	-17,60	-4,64	8,26